

ETATS DES PME & GROUPEMENTS ENTREPRENEURS DU BOIS AU GABON



**Syndicat des Industriels Aménagistes Gabonais
SIAG**



**Stratégie de Développement de
l'Industrie de Transformation
du bois au Gabon
14 – 15 Juin 2011**

Etat des PME et Groupements d'Entrepreneurs du Bois au Gabon : Sommaire

- ❑ I- Typologie & caractéristiques des entreprises Gabonaises
- ❑ II - Conséquences de l'Interdiction de l'exportation des grumes sur les PME Gabonaises.
- ❑ III – Conclusions & Enjeux

CONTEXTE :

- Promulgation de la loi 016/01 portant Code Forestier en république Gabonaise le 31 /12/01.

1.Obligation d'aménager de manière durable les concessions forestières;

2.Industrialisation plus poussée de la filière.

3.Implication des nationaux dans la gestion forestière

CREATION PAR LE GOUVERNEMENT DU PROJET

***➡ D'AMENAGEMENT DES PETITS PERMIS FORESTIERS
GABONAIS PAPPFG en 2007***

Objectif Générale

- Participation à la Relance de la dynamique de l'aménagement forestier durable au Gabon

Objectifs spécifiques

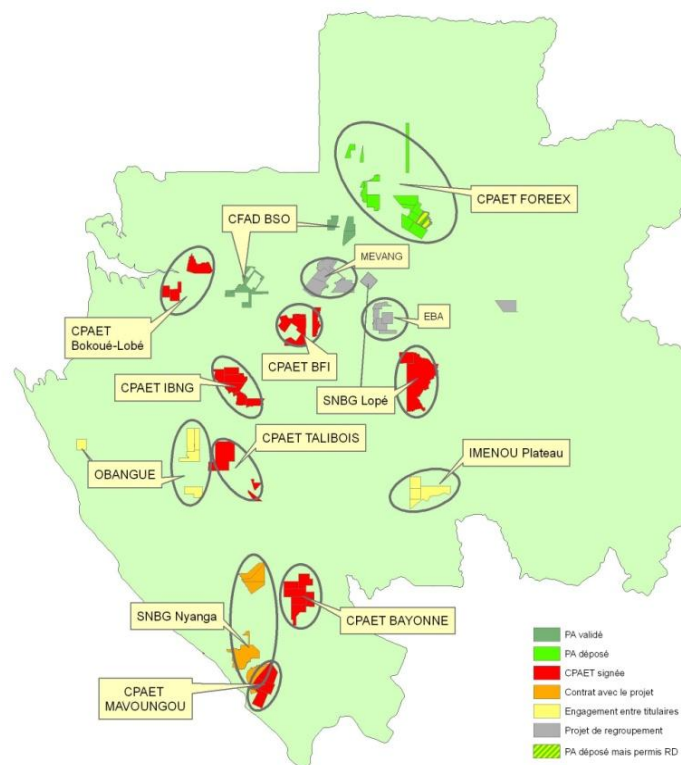
- ✓ *Intégration effective des Nationaux titulaires de petits permis et des Petites et Moyennes Entreprises Forestières dans le processus d'aménagement*
- ✓ *Emergence d'une nouvelle catégorie d'exploitants, de prestataires de services locaux professionnalisés dans la gestion durable*

Sociétés Industrielles et engagées dans le Processus d'Aménagement

□ Typologie : I

- **SEEF – SED (350 000 ha) Estuaire Mont de Cristal Mouila**
- **FOREEX (111 000 ha) Mitzic Wolem Ntem**
- **IBNG (125 000 ha) Estuaire – Moyen Ogooué**
- **GSF (130 000 ha) Nyanga**
- **TALIBOIS : 60 745 ha**
- **Opérateurs forestiers Gabonais, aménagistes, et industriels engagés durablement et de manière ferme dans le processus de légalité**
- **Investissement massif sur fonds propres dans l'aménagement et l'industrie .**

2. Situation Générale



<i>Etapes</i>	<i>Regroupement</i>	<i>*Cas De Figure N°1</i>	<i>*Cas De Figure N°2</i>	<i>*Cas De Figure N° 3</i>
		Superficie SIG (ha)		
<i>CPAET signées ou P.A. déposés par le PAPPG</i>	BOKOUE LOBE	46 532	PA déposé	
	FOREEX	109 644	PA déposé	
	GSF	55 235	CAPET	
	BFI	64 041	CAPET	
	TALIBOIS	59 036	CAPET	
	BAYONNE	76 035	CAPET	
	IBNG	73 291	CAPET	
	Sous-Total	483 B14		
	SNBG LOPE	125 657	CAPET	
	Sous-Total	609 471		
Hors PAPPG	SEEF - SEED	350 000	CAPET	
Total Général		960 000		

Absent du processus d'aménagement : plus de 1 millions d'hectares enregistrées dans la base de données du PAPPFG (80% des permis enregistrés).

Typologie & caractéristiques II.

- ❑ La majorité de ces opérateurs détenteurs de permis se trouvent démunis pour répondre aux contraintes de la réglementation dans le secteur qui prévoit le paiement des arriérés fiscaux et la réalisation à leur charge des inventaires d'aménagement sous peine de retour aux domaines.
- ❑ Ces sociétés étaient avant leur l'intégration au PAPPFG bien ancrées dans un système informel, les nouvelles réglementations associées au manque de mesures immédiates d'accompagnement les ont expulsé de la filière et réduit à néant les actions du PAPPFG.

PME Industriel ou artisanal :

- ***Typologie : III***
- **Petites entreprises qui développent la pratique du sciage artisanal**
- **Utilisation de Scie Mobile**
- **Volonté de se structurer,**
- **Approvisionnement en bois difficile à partir de coupes non aménagées.**
- **Exploitants nonTitulaires de permis, et anciens négociants**
- **Sciage pour le marché locale mais aussi et de plus en plus pour l'export (Asie)**
- **Spécialisation dans la fourniture de produits semis finis : palettes**

Les conséquences de la décision du 5/11/2009

	Conséquences
FINANCIERES	<ul style="list-style-type: none">- Absence de trésorerie pour faire face aux nombreuses charges (Aménagement, exploitation, Industrie, taxes,- Amputation du C.A. (2010) de 40 à 70% , fortes pertes en termes de résultats- Frilosité des institutions financières face au flou législatif forestier.
CONJONCTURELLES	<p>Disparition d'un nombre important d'opérateurs forestiers du fait de la mesure avec ces corollaires.</p> <p>Désorganisation de l'approvisionnement en grumes conduisant à des écarts entre les prix domestiques et les prix Internationaux</p> <p>Titulaires de petits permis vendent leur bois à des Prix peu rémunérateur</p> <p>Parcs usines dépendant des approvisionnement Forêt.</p>
FORMATION	<p>Absence d'employés qualifiés sur les sites Industriels. « Chasse » inter entreprises à la compétence</p>

Les conséquences de la décision du 5/11/2009

	Conséquences
LOGISTIQUES	Défaillances des infrastructures et de logistique ne permettant pas l'optimisation de l'industrie du bois. Port owendo, Setrag, cout de manutention des containers, SEEG
INDUSTRIELLES	Compétitivité; la première transformation ne permet pas dégager des rentabilités suffisantes afin de pérenniser nos activités et répondre aux contraintes de l'industrialisation et de l'aménagement. Les usines sont calibrées en majorité pour la transformation de l'Okoumé

Les CONDITIONS D'EXISTENCE D'UNE PME GABONAISE au 01/01/11

- ❑ **1. Accès à la ressource par une acquisition de surface de forêt suffisante**
- ❑ **2. L'engagement dans le processus d'aménagement**
- ❑ **3. La sédentarisation de l'exploitation (base vie, infrastructures, routes,...)**
- ❑ **4. Mise à niveau de l'entreprise pour répondre aux exigences des diverses lois (code forestier, code du travail, code de l'environnement, loi des finances**
- ❑ **5. Existence d'un outil industriel performant (compétitivité, rendement, etc...)**

LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT (I)

Les besoins des opérateurs de la filière bois pour mettre en œuvre la décision gouvernementale reposent sur quatre volets :

1. **Avoir accès à des financements suffisants pour gérer la période transitoire de construction et de mise en œuvre des unités industrielles**
 - Création et mise en place d'un fond de soutien à l'accélération de l'industrialisation du secteur bois de 20 milliards XAF, pour les entreprises disposant d'un plan d'aménagement et/ou d'industrialisation agréés (discours du Chef de l'Etat à Port-Gentil le 4 mars 2010) . Ce fonds n'est toujours pas disponible...
 - Bénéficier des exonérations fiscales et douanières croissantes en fonction du niveau et de la volonté de transformation
 - Stabilisation de la loi 16/01 et maintien des taxes forestières à leur niveau actuel
2. **Développer l'excellence et l'intégration des opérateurs économiques gabonais dans l'industrialisation et la gestion durable des forêts.**
 - Réaffirmer le statut particulier des nationaux. Dans la logique déjà prise envers les nationaux, la création du PAPPFG confirme la considération particulière qu'à l'Etat de la situation des entreprises forestières nationales.
 - L'enjeu pour le pays est l'entrée dans le secteur formel à travers l'aménagement puis l'industrialisation de nombreux opérateurs qui doit se traduire par une nette amélioration de la gouvernance du secteur

LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT (II)

Intégrer la formation comme une priorité dans le processus d'industrialisation.

A travers des écoles du bois locales (formations professionnelles initiale et continue performantes et adaptées, en partenariat avec les entreprises) et le recrutement de compétences techniques d'encadrement étrangères dans l'objectif de faire fonctionner les usines et d'effectuer un transfert progressif des compétences.

Étudier, prospecter et analyser les marchés de bois ouvrés

- Développer les marchés inter-africains et sous-régionaux, prioriser les opérateurs gabonais dans la fourniture de bois transformés pour les grands chantiers.
- Générer et ratifier des accords commerciaux avec l'UE, l'Asie et les USA

CONCLUSIONS - ENJEUX

- ❑ Quel est l'impact de l'absence d'opérateurs nationaux dans un secteur clé de l'économie Gabonaise ?
- ❑ Sécurité des affaires : investissement sur la base de la loi 16/01; nécessité d'une axe stable législatif. Les entreprises bâtissent leur stratégie à partir de la loi.
- ❑ L'Etat souverain doit accompagner sa volonté d'industrialisation de la filière par des actions concrètes.

Merci de votre attention